

# France Télécom face à une enquête parlementaire

« *C'est pas moi, c'est eux* ». C'est l'argument choc de Jean-Louis Vinciguerra, ex-directeur financier de France Télécom et souvent désigné comme le responsable de l'endettement abyssal du groupe (68 milliards d'euros). Devant les parlementaires de la commission d'enquête sur les entreprises publiques, l'homme s'est défendu en mettant en cause les politiques et ses anciens collègues. « *Le plan stratégique de France Télécom, ainsi que toutes les décisions d'investissement avaient été approuvées par les ministres de l'Economie en place. Ces investissements étaient, de plus, proposés par les directions opérationnelles du groupe et validés en conseil exécutif* », a-t-il déclaré. L'ex-directeur souligne même sa volonté de limiter les dégâts en empêchant le rachat d'un opérateur de téléphonie fixe brésilien pour 15 milliards d'euros. Rappelons que c'est ce genre d'acquisition, faite à prix d'or, qui a généré les dettes et la perte record de l'opérateur. **Illusion lyrique** Et l'homme d'enfoncer le clou: « *France Télécom était organisé de façon décentralisée, c'est une maison qui avait des barons* », explique-t-il. En clair, les branches ont également voulu se développer à l'étranger sans passer par la maison mère: « *Il y a eu une euphorie des directeurs de branches opérationnelles* ». L'ex-bras droit de Michel Bon charge donc le pouvoir et les directeurs opérationnels de son groupe qui auraient cédé à une « *illusion lyrique* ». Néanmoins, Jean-Louis Vinciguerra concède tout de même avoir commis deux erreurs stratégiques: le rachat de NTL et la désastreuse aventure MobilCom. Deux erreurs à 10 milliards d'euros... -une broutille.